

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**NATIOCREDIMURS**

Société en Nom Collectif au capital de 62 800 016 euros  
Siège social : 12 Rue du Port - 92000 Nanterre  
332 199 462 R.C.S. Nanterre

*Comptes annuels au 31 décembre 2017*  
*Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 23 mai 2018*

**I. — Bilans comparés 2017-2016**

(En milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Créances sur les établissements de crédit	185 814	156 930
Opérations avec la clientèle	-	-0
Actions et autres titres à revenu variable		-
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	2 089 935	1 980 242
Location simple	463 517	446 307
Immobilisations corporelles & incorporelles	-	-
Autres actifs	18 720	23 055
Comptes de régularisation	21 388	11 591
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 779 374</b>	<b>2 618 125</b>
<b>Passif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 618 897	2 449 516
Opérations avec la clientèle	5 905	7 886
Dettes représentées par un titre	2 000	2 000
Autres passifs	61 757	68 250
Comptes de régularisation	59 883	46 009
Provisions	168	865
Capitaux propres hors FRBG	30 764	43 599
Capital souscrit	62 800	62 800
Prime d'émission	-	-
Réserves	67	67
Subventions d'investissements	8 035	10 284
Report à nouveau	- 29 552	- 30 948
Résultat de l'exercice	- 10 586	1 396
<b>Total du passif</b>	<b>2 779 374</b>	<b>2 618 125</b>

**Hors bilan comparé 2017-2016**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>494 583</b>	<b>278 193</b>
Engagements de financement	494 349	278 034
Engagements de garantie	233	159
<b>Engagements reçus</b>	<b>359 461</b>	<b>400 872</b>
Engagements de financement	90 000	92 255
Engagements de garantie	269 461	308 617
Engagements sur titres	-	-

**II. — Compte de résultat comparé 2017-2016**  
(en milliers d'euros)

<b>Compte de résultat</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Intérêts et produits assimilés	216	492
Intérêts et charges assimilés	-17 120	-20 714
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	881 560	899 742
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-855 939	-864 917
Produits sur opérations de location simple	190 656	202 598
Charges sur opérations de location simple	-184 478	-194 259
Revenus des titres à revenu variable	-	0
Commissions (produits)	-	-
Commissions (charges)	-1 054	-1 041
Autres produits d'exploitation bancaire	6 568	9 210
Autres charges d'exploitation bancaire	- 611	- 23

Produit net bancaire	19 797	31 087
Charges générales d'exploitation	-30 384	-29 744
Résultat brut d'exploitation	- 10 587	1 343
Coût du risque	0	52
Résultat d'exploitation	- 10 586	1 396
Résultat courant avant impôt	- 10 586	1 396
Impôt sur les bénéfices	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>- 10 586</b>	<b>1 396</b>

### III. — Affectation du résultat

Conformément à l'article 22 des statuts, le résultat déficitaire de 10.586.124,43 € est affecté au report à nouveau qui passe de – 29.552.287,52 € à – 40.138.411,95 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

### IV. — Annexe aux comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

#### 1. Faits marquants de l'exercice

Néant.

#### 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de NATIOCREDIMURS ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n°2014-07 du comité de la Réglementation Comptable

NATIOCREDIMURS fait application, depuis le 1er janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

#### A) Conversion des opérations libellées en devises.

NATIOCREDIMURS n'effectue pas d'opérations en devises.

#### B) Créances sur les établissements de crédit.

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

#### C) Opérations avec la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.
- Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

#### **D) Titres.**

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

##### **Titres de transaction**

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres de transaction au 31 décembre 2017.

##### **Titres de placement**

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2017.

##### **Titres d'investissement**

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2017.

##### **Titres de l'activité de portefeuille**

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres de l'activité portefeuille au 31 décembre 2017.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

#### **E) Crédit-bail immobilier, Crédit-bail mobilier, Location avec option d'achat et Location Simple.**

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

##### **Opérations de crédit-bail immobilier**

— Opérations de crédit-bail immobilier conclues jusqu'au 31 décembre 1995

##### **a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir ou capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation

#### **b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier**

L'amortissement des immeubles s'effectue essentiellement sur une durée linéaire de 20 ans. Les frais d'acquisition sont amortis par moitié sur 2 exercices.

#### **c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

Aucune provision n'est constituée pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

### **— Opérations de crédit-bail immobilier conclues à partir du 1er janvier 1996**

#### **a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

#### **b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier**

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

#### **c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble. La provision est calculée en prenant en compte la différence de l'amortissement financier effectivement facturé et de l'amortissement comptable.

#### **— Créances douteuses**

Ces rubriques intègrent également les créances douteuses sur opérations de crédit-bail et location simple nettes de provisions. Les créances douteuses sont composées des loyers échus et impayés pour les opérations non résiliées, présentant un risque de non recouvrement et des loyers impayés lorsque la durée d'un impayé dépasse 6 mois ou 9 mois (collectivités locales). Pour les opérations résiliées, la créance se compose du total des loyers échus et non échus après déduction éventuelle du prix de cession de l'immeuble. Le déclassement d'une créance saine en créance douteuse s'effectue automatiquement et le principe de contagion est appliquée.

#### **— Dépréciation sur créances douteuses**

Le montant des dépréciations nécessaires à la couverture des créances douteuses est déterminé à hauteur de la quote-part en risque de NATIOCREDIMURS ; un taux de provisionnement différencié est appliqué selon que le dossier est en gestion – en recouvrement amiable ou en procédure contentieuse (avant-vente ou après-vente de l'immeuble).

Il n'est pas constitué dans les comptes sociaux de provisions spécifiques dès lors que la valeur probable de revente couvre la créance.

#### **Immobilisations en Location simple :**

Les immobilisations en location simple correspondent aux immeubles transférés des opérations en crédit-bail résiliées dont le preneur n'a pas exercé l'option d'achat et en attente de vente par NATIOCREDIMURS.

NATIOCREDIMURS n'a pas acquis d'immeuble dans le but de les garder sur une durée long terme et par conséquent, qui répondraient à la définition « d'immeuble de placement ». Compte tenu de cette approche, NATIOCREDIMURS n'a pas mis en place l'approche par composant.

Le transfert des opérations de crédit-bail vers les immeubles en location simple s'effectue à la valeur nette comptable constatée à la date du transfert. En revanche, les amortissements sont comptabilisés sur un mode linéaire sur la durée restante de l'amortissement de l'immeuble.

Les immeubles font l'objet d'une valorisation à dire d'experts et si la valeur nette comptable est supérieure à la valorisation de l'immeuble, une dépréciation est comptabilisée.

### **Opérations de crédit-bail mobilier**

#### **– Valeur brute**

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

#### **– Amortissement**

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement ou suivant le mode dégressif lorsque cela est autorisé sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

#### **– Créances douteuses**

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.
- Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

#### **– Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2017.

### **F) Immobilisations**

#### **Immobilisations incorporelles**

NATIOCREDIMURS ne détient pas d'immobilisations incorporelles au 31 décembre 2017.

#### **Immobilisations corporelles**

NATIOCREDIMURS ne détient pas d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2017. Elle bénéficie de l'assistance administrative de BPLG.

### **G) Provisions**

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDIMURS à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

### **H) Produit net bancaire.**

#### **Intérêts, produits et charges assimilés**

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

#### **Charges et produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier et assimilés et de location simple**

Les charges sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (Art 39) et les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de location et les reprises de provisions spéciales (Art 39), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

### **I) Charges générales d'exploitation.**

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 30 384 K€ contre 29 744 K€ en 2016 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 29 279K€.

## **3. Notes sur le bilan**

### **A) Opérations en devises**

Néant

### **B) Créances sur les établissements de crédit**

En milliers d'euros	2017	2016
Créances à vue	79 542	131 455
Créances rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	<b>79 542</b>	<b>131 455</b>
Prêt au jour le jour	-	-
Autres créances à terme	105 828	25 209
Créances rattachées	444	265
<b>Total à terme</b>	<b>106 272</b>	<b>25 474</b>
Créances douteuses sur confrères	105	136
Provisions au 31/12/2016	- 136	- 195
Dotation de l'exercice	- 51	- 113
Reprise de l'exercice	82	172
Provisions au 31/12/2017	- 105	- 136
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>185 814</b>	<b>156 930</b>

**Echéancier au 31 décembre 2017**

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
Créances à vue (hors créances rattachées)	<b>79 542</b>	79 542			
Créances à terme (hors créances rattachées)	<b>105 828</b>	14 603	69 827	7 453	13 945

**C) Opérations avec la clientèle (actif)**

Néant

**D) Obligations et autres titres à revenu fixe**

Néant

**E) Actions et autres titres à revenu variable**

Néant

**F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées**

Néant

**G) Crédit bail, location avec option d'achat, location simple**

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotation d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Crédit-Bail											
Immobilisations en Crédit-Bail	4 270 329	930 064	-897 836	-2 549	4 300 008	-2 058 777	-662 289	672 131	1 197	-2 047 738	2 252 271
Provisions						-277 931	-32 938	92 311	348	-218 209	-218 209
<b>Total des immobilisations en Crédit- Bail</b>	<b>4 270 329</b>	<b>930 064</b>	<b>-897 836</b>	<b>-2 549</b>	<b>4 300 008</b>	<b>-2 336 708</b>	<b>-695 226</b>	<b>764 442</b>	<b>1 546</b>	<b>-2 265 947</b>	<b>2 034 062</b>
Immobilisations en cours Crédit-Bail											
Immobilisations en cours Crédit-Bail	8 302	3 982	-8 302	0	3 982	0	0	0	0	0	3 982
<b>Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail</b>	<b>8 302</b>	<b>3 982</b>	<b>-8 302</b>	<b>0</b>	<b>3 982</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 982</b>
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs	6 950	20 146	-6 950	0	20 146	0	0	0	0	0	20 146
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>6 950</b>	<b>20 146</b>	<b>-6 950</b>	<b>0</b>	<b>20 146</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 146</b>
<b>Total Immobilisations Crédit-Bail</b>	<b>4 285 581</b>	<b>954 191</b>	<b>-913 088</b>	<b>-2 549</b>	<b>4 324 136</b>	<b>-2 336 708</b>	<b>-695 226</b>	<b>764 442</b>	<b>1 546</b>	<b>-2 265 947</b>	<b>2 058 189</b>

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail	68 124				69 777
<b>Total Créances douteuses valeur brute Crédit- Bail (1)</b>	<b>68 124</b>				<b>69 777</b>
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail	-51 703	-12 378	13 686	0	-50 395
<b>Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)</b>	<b>-51 703</b>	<b>-12 378</b>	<b>13 686</b>	<b>0</b>	<b>-50 395</b>

Créances rattachées Crédit-Bail				12 364
Créances rattachées Crédit-Bail	14 949			
<b>Total Créances rattachées Crédit-Bail</b>	<b>14 949</b>			<b>12 364</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail</b>	<b>31 369</b>			<b>31 746</b>

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	<b>Brut</b>	<b>Provision</b>	<b>Net</b>
Crédit-bail compromis	63 247	-48 337	14 911
<b>Total crédit-bail compromis</b>	<b>63 247</b>	<b>-48 337</b>	<b>14 911</b>
Crédit-bail non compromis	6 530	-2 058	4 471
<b>Total crédit-bail non compromis</b>	<b>6 530</b>	<b>-2 058</b>	<b>4 471</b>
<b>Total crédit-bail</b>	<b>69 777</b>	<b>-50 395</b>	<b>19 382</b>

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 6 214 milliers d'euros.

## H) Location simple

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette Comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	822 378	249 962	-245 624	0	826 716	-405 088	-168 768	167 350	0	-406 507	420 210
Immobilisations patrimoine France	9 187	0	-2 139	2 152	9 200	-5 629	-357	1 248	-1 197	-5 936	3 264
Provisions sur location simple France	0				0	-944	-434	692	0	-686	-686
Provisions sur patrimoine France	0				0	-935	-131	855	-348	-559	-559
<b>Total des immobilisations en Location Simple</b>	<b>831 566</b>	<b>249 962</b>	<b>-247 763</b>	<b>2 152</b>	<b>835 916</b>	<b>-412 596</b>	<b>-169 691</b>	<b>170 145</b>	<b>-1 546</b>	<b>-413 688</b>	<b>422 228</b>
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	25 209	31 180	-25 209		31 180	0	0	0	0	0	31 180
<b>Total des Immobilisations en cours Location Simple</b>	<b>25 209</b>	<b>31 180</b>	<b>-25 209</b>	<b>0</b>	<b>31 180</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31 180</b>
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	5	7 560	-5	0	7 560	0	0	0	0	0	7 560
<b>Total des acomptes versés fournisseurs</b>	<b>5</b>	<b>7 560</b>	<b>-5</b>	<b>0</b>	<b>7 560</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 560</b>
<b>Total Immobilisations Location Simple</b>	<b>856 780</b>	<b>288 702</b>	<b>-272 978</b>	<b>2 152</b>	<b>874 656</b>	<b>-412 596</b>	<b>-169 691</b>	<b>170 145</b>	<b>-1 546</b>	<b>-413 688</b>	<b>460 968</b>

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	1 822				2 162
<b>Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)</b>	<b>1 822</b>				<b>2 162</b>
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-1 436	-365	150		-1 651
<b>Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)</b>	<b>-1 436</b>	<b>-365</b>	<b>150</b>	<b>0</b>	<b>-1 651</b>
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	1 737				2 038
<b>Total Créances rattachées Location Simple</b>	<b>1 737</b>				<b>2 038</b>
<b>Total des créances douteuses valeur nette et créances</b>	<b>2 124</b>				<b>2 549</b>

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	<b>Brut</b>	<b>Provision</b>	<b>Net</b>
Location simple compromis France	2 078	-1 595	483
<b>Total location simple compromis</b>	<b>2 078</b>	<b>-1 595</b>	<b>483</b>
Location simple non compromis France	84	-55	28
<b>Total location simple non compromis</b>	<b>84</b>	<b>-55</b>	<b>28</b>
<b>Total location simple</b>	<b>2 162</b>	<b>-1 651</b>	<b>511</b>

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 373 milliers d'euros.

## I) Immobilisations corporelles et incorporelles

Néant

## J) Autres actifs

En milliers d'euros	2017	2016
---------------------	------	------



Subventions à recevoir		112
Etat Impôts et taxes	13 059	16 084
Autres	5 677	6 783
Fournisseurs	13	9
Fond de garantie des dépôts	14	63
Créances douteuses diverses	-	18
Provisions créances douteuses diverses	- 43	- 13
<b>Total</b>	<b>18 720</b>	<b>23 055</b>

**K) Comptes de régularisation (actif)**

En milliers d'euros	2017	2016
Valeurs à l'encaissement	16 693	8 589
Autres	1 291	1 045
Produits à recevoir	3 403	1 956
Charges payées d'avance	0	0
Avances prêt preneur	-	-
<b>Total</b>	<b>21 388</b>	<b>11 591</b>

**L) Dettes envers les établissements de crédit**

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes et emprunts à vue	3 122	3 182
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	<b>3 122</b>	<b>3 182</b>
Valeurs données en pension	-	-
Comptes et emprunts à échéance	2 615 187	2 445 358
Dettes rattachées	587	976
<b>Total à terme</b>	<b>2 615 774</b>	<b>2 446 334</b>
<b>Total</b>	<b>2 618 897</b>	<b>2 449 516</b>

**Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2017**

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	2 612 209	225 805	695 492	1 595 244	95 668
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	2 978	88	276	1 645	969

**M) Opérations avec la clientèle (passif)**

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial. Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à vue</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Comptes à terme	5 905	7 886
Dettes rattachées	-	-
<b>Total à terme</b>	<b>5 905</b>	<b>7 886</b>
<b>Total</b>	<b>5 905</b>	<b>7 886</b>

**Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2017**

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	5 905	395	1 613	2 920	975

**N) Dettes représentées par un titre**

En milliers d'euros	2017	2016
Bons de caisse		
Total bons de caisse	-	-
Titres de créances négociables (1)	2 000	2 000
Dettes rattachées	-	-
<b>Total titres de créances négociables</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
Obligations	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total obligations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Versements à effectuer sur titres non libérés	-	-

<b>Total</b>	<b>2 000</b>	<b>2 000</b>
--------------	--------------	--------------

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 21/12/2018 en compte.

#### O) Autres passifs

En milliers d'euros	2017	2016
Dépôts de garantie	708	886
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	47 385	53 547
Etat et Organismes sociaux	10 511	11 900
Autres	3 153	1 917
<b>Total</b>	<b>61 757</b>	<b>68 250</b>

#### P) Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	2017	2016
Produits perçus d'avance (1)	36 919	38 344
Comptes d'encaissement	2 868	2 565
Charges à payer	17 438	2 916
Autres	2 658	2 185
<b>Total</b>	<b>59 883</b>	<b>46 009</b>

(1) "Les produits perçus d'avance sont constitués principalement des régularisations des loyers de crédit-bail et de location."

#### Q) Provisions

En milliers d'euros	2016	Dotations	Reprises	Utilisation	Autres variations	2017
Provisions litiges clients	613	333	- 903	-	-	43
Provisions litiges fiscaux	252	-	- 126	-	-	126
Provision sur Réserve Latente Négative	-	-	-	-	-	-
Provisions pour suspens	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>865</b>	<b>333</b>	<b>- 1 029</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>168</b>

#### R) Dettes subordonnées et autres

##### 1) Capital

Au 31 décembre 2017, le capital social de NATIOCREDIMURS s'élève à 62 800 016 euros composé de 413 158 parts d'un montant nominal de 152 euros entièrement libérées.

##### 2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 8 035 milliers d'euros.

##### 3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	62 800					62 800
Prime d'émission	0					0
Réserve légale	67				-67	0
Réserve des plus-values à long terme	0					0
Autres réserves	0				67	67
Provisions réglementées	0					0
Subventions d'investissement	10 284				-2 249	8 035
Report à nouveau	-30 948	1 396				-29 552
Dividendes	0					0
Résultat net de l'exercice	1 396	-1 396		-10 586		-10 586
<b>Total</b>	<b>43 599</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-10 586</b>	<b>-2 249</b>	<b>30 764</b>

#### 4. Notes sur le hors bilan

##### A) Engagements de hors bilan

En milliers d'euros	2017	2016
<b>Engagements donnés</b>	<b>494 583</b>	<b>278 193</b>
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	5 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	494 349	273 034
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit		159

Engagements de garantie en faveur de la clientèle	233	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>359 461</b>	<b>400 872</b>
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	90 000	92 255
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	98 919	148 760
Engagements de garantie reçus de la clientèle	170 542	159 857

## 5. Notes sur le compte de résultat

## A) Produits et charges d'intérêts

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	216	16 952	489	20 497
Opérations avec la clientèle	-	168	3	218
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>216</b>	<b>17 120</b>	<b>492</b>	<b>20 714</b>

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

## B) Revenus de titres à revenu variable

En milliers d'euros	2017	2 016
Parts dans les entreprises liées	-	-
Participations et autres titres à long terme	-	0
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>0</b>

## C) Commissions

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	-	79	-	71
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Commissions en risques	-	975	-	970
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1 054</b>	<b>-</b>	<b>1 041</b>

## D) Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location simple

## Produits et charges sur opérations de crédit-bail

## a) Produits sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	2017	2016
Loyers	763 842	743 394
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	84 569	120 680
Reprises de provisions sur immobilisations	7 742	9 670
Reprises de provisions pour réserve financière négative	-	-
Plus-values de cession	14 543	20 569
Indemnités de résiliation	12 395	16 534
Produits divers	7 009	4 176
Dotation sur créances douteuses	- 12 378	- 18 752
Reprise de provision sur créances douteuses disponibles	10 415	16 524
Reprise de provision sur créances douteuses utilisées	3 272	5 287
Récupérations sur créances amorties	442	518
Pertes sur créances irrécouvrables	- 10 291	- 18 857
<b>Total</b>	<b>881 560</b>	<b>899 742</b>

## b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	662 289	625 131
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	25 070	34 788
Dotations aux provisions immobilisations	7 867	4 272
Dotations aux provisions immeubles ITNL	-	-
Moins-values de cessions	154 262	194 116
Charges diverses	6 451	6 610
<b>Total</b>	<b>855 939</b>	<b>864 917</b>

## Produits et charges sur opérations de location simple

**a) Produits sur opérations location simple**

En milliers d'euros	2017	2016
Loyers	172 857	181 437
Reprises de provisions dépréciations des immobilisations	1 547	2 102
Plus-value de cessions	15 581	18 604
Indemnités de résiliation	924	332
Produits divers	112	392
Dotation aux provisions sur créances douteuses	- 365	- 261
Dotation aux provisions pour risques et charges	-	-
Reprise de provision sur créances douteuses disponibles	10	12
Reprise de provision sur créances douteuses utilisées	139	129
Récupérations sur créances amorties	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	- 151	- 149
<b>Total</b>	<b>190 656</b>	<b>202 598</b>

**b) Charges sur opérations de location simple**

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	169 125	176 479
Dotations aux provisions immobilisations	566	1 146
Moins-values de cessions	14 416	16 002
Charges diverses	371	632
<b>Total</b>	<b>184 478</b>	<b>194 259</b>

**E) Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire**

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire	977	611	1 378	23
dont refacturation	-	-	-	-
Autres Produits & Charges d'exploitation non bancaire	5 590	-	7 833	-
dont Quote part du produit des subventions	3 997	-	4 653	-
<b>Total</b>	<b>6 568</b>	<b>611</b>	<b>9 210</b>	<b>23</b>

**F) Charges générales d'exploitation**

Natiocrédimurs n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BPLG sous forme d'assistance administrative.

A la clôture de l'exercice, les frais administratifs s'élèvent à 30 384 milliers d'euros (dont 27 569 milliers d'euros d'assistance administrative). Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 10 milliers d'euros. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars et PWC.

**G) Coût du risque**

En milliers d'euros	2017	2016
Dotation provisions pour dépréciation créances douteuses établissements de crédit	- 51	- 113
Dotation provisions pour dépréciation créances douteuses opérations diverses	- 734	- 29
Reprises provisions pour dépréciation créances douteuses établissements de crédit	82	172
Reprise provisions pour dépréciation créances douteuses opérations diverses	704	22
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>52</b>

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

**H) Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

Néant

**I) Résultat exceptionnel**

Néant

**J) Impôt sur les sociétés**

NATIOCREDIMURS est une SNC et n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

**6. Autres informations****A) Informations relatives aux entreprises liées**

En milliers d'euros	Entreprises liées France
<b>Actif</b>	
Créances sur les établissements de crédit	185 361
Créances sur la clientèle	0
Actions et autres titres à revenu variable	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Autres Actifs	0
Comptes de régularisation actif	142
<b>Passif</b>	
Dettes envers les établissements de crédit	2 612 796
Comptes créditeurs de la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	14 361
Comptes de régularisation passif	23 462
<b>Hors bilan</b>	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	90 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	89 073
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0

**B) Proposition d'affectation des résultats**

Résultat de l'exercice	- 10 586 124,43
Report à nouveau	- 29 552 287,52
<b>Total à répartir</b>	<b>- 40 138 411,95</b>
Remontée de quote-part à la mère	- 40 138 411,95
<b>Total réparti</b>	<b>- 40 138 411,95</b>

**C) Comptabilité sociale et financière et consolidation**

- En tant qu'établissement de crédit, NATIOCREDIMURS, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

- Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

- La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

-Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

**a) Passage du résultat social au résultat financier**

	2017	2016
Résultat comptable avant impôt	- 10 586	1 396
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	- 50 751	- 49 705
Différence entre plus et moins-value sociales et financières	59 412	60 154
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	3 611	- 5 479
Retraitements CRC 2002-03	154	247
Retraitements contentieux		936
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	154	146
Provisions réserve financière négative	-	-
Ecart intérimaire	-	-
<b>Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre</b>	<b>1 995</b>	<b>7 694</b>

**b) Principaux éléments composant la réserve financière**

La réserve financière de NATIOCREDIMURS au 31 décembre 2017 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	- 110 756	102 094
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	- 9 816	6 206
Retraitements CRC 2002-03	454	- 608
Retraitements contentieux	226	- 226
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	- 1 228	1 075
Divers - Provision sur Réserve latente négative	-	-
<b>Réserve financière brute - French - au 31 décembre</b>	<b>- 121 121</b>	<b>108 540</b>

Réserve financière sur immobilisations non louées	- 32	- 329
<b>Réserve financière brute French sur immobilisations louées- au 31 décembre</b>	<b>- 121 153</b>	<b>108 211</b>

### c) Consolidation

NATIOCREDIMURS remonte directement dans les comptes de NATIOCREDBAIL dont le siège social se trouve au 12 rue du port 92000 NANTERRE.

### D) Evènements post clôture

Il n'y a aucun évènement post clôture.

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux associés,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIOCRÉDIMURS SNC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à la Gérance.

### Fondement de l'opinion

#### - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### - Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### - Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit (Se référer aux notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels)	
Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
Dans le cadre de ses activités bancaires, NATIOCRÉDIMURS SNC est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de NATIOCRÉDIMURS SNC et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.
NATIOCRÉDIMURS SNC comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.	Nous avons également réalisé en date d'arrêt des travaux sur les encours les plus significatifs.
Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables.	Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :
Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :	- l'identification des indicateurs de dépréciation, - la classification des expositions en créances douteuses, - le suivi et la valorisation des garanties, - la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé.
- manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.	- avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par NATIOCRÉDIMURS SNC ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données, et avons procédé à la revue des modèles d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique,
- statistiquement pour les créances de petits montants.	

<p>Au 31 décembre 2017, le montant total des créances brutes exposées au risque de crédit s'élève à 2 605,5 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 52,2 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H des annexes aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>- en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>
---	--

#### Contrôles généraux informatiques

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de NATIOCRÉDIMURS SNC.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente ainsi un point clé de l'audit.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ;</li> <li>- évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique) ;</li> <li>- examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles.</li> <li>- revue d'un échantillon d'écritures manuelles.</li> </ul>

#### Vérification du rapport de la Gérance et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### Informations données dans le rapport de la Gérance et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la Gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

##### - Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIOCRÉDIMURS SNC par l'assemblée générale du 29 juin 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 17 juillet 1996 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 22ème année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à la Gérance de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

##### - Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 8 2 3 -10 - 1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **- Rapport à la Gérance**

Nous remettons un rapport à la Gérance qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à la Gérance figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à la Gérance la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec la Gérance des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 4 mai 2018

*Les commissaires aux comptes,*

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Nicolas Montillot

*Associé*

**MAZARS**

Claire Gueydan

*Associée*

#### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de NATIOCREDIMURS, sis au 12 Rue du Port - 92000 Nanterre.